

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG138/M/2

6 janvier 2004

(04-0014)

Comité des accords commerciaux régionaux  
Trente-cinquième session

## EXAMEN DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN, SERVICES

Note sur la réunion du 2 décembre 2003

*Président: M. J. Meetoo (Maurice)*

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/2217/Rev.1.
2. Au titre du point D.III de l'ordre du jour de sa trente-cinquième session, le Comité des accords commerciaux régionaux (ci-après dénommé le CACR ou le Comité) a entamé l'examen des aspects de l'Espace économique européen (EEE) qui touchent au commerce des services.
3. Les sujets suivants ont été traités:
  - A. Section I – Renseignements généraux sur l'Accord
  - B. Section II – Dispositions en matière de commerce
4. Le Président a dit qu'il s'agissait du deuxième examen de l'Espace économique européen, services. Le compte rendu du premier examen, qui avait eu lieu en novembre 2002, figurait dans le document WT/REG138/M/1. Depuis lors, les Parties avaient fourni des réponses aux questions posées par les délégations, qui avaient été distribuées sous la cote WT/REG138/3.
  - A. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD
  5. La représentante des États-Unis, tout en indiquant que la délégation de son pays aurait peut-être quelques questions complémentaires, a demandé aux Parties de clarifier la manière dont cet accord était lié aux dispositions relatives aux services de l'Association européenne de libre-échange (AELE) du point de vue de sa portée. Elle a également demandé comment cet accord évoluerait avec le prochain élargissement des Communautés européennes (CE) de 15 à 25 États membres.
  - B. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE
  6. La représentante du Japon a évoqué les réponses au titre de la sous-section II.1 du document WT/REG138/3, où il était dit que l'Accord sur l'EEE prévoyait une interdiction générale de la discrimination, pour des raisons de nationalité, énoncée à l'article 4, et des exemptions justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique. Notant que les dispositions relatives aux services de l'AELE – qui comptait parmi ses membres certains pays également membres de l'EEE – comportaient une annexe contenant des exemptions, l'intervenante a demandé s'il existait ou non de telles réserves dans l'EEE.
  7. La représentante des Communautés européennes a dit que les réponses à ces deux demandes d'information seraient communiquées par écrit après réception des questions écrites. Quant au

./.

prochain élargissement des CE, la délégation des CE ne prévoyait pas de conséquences directes pour les autres signataires de l'Accord.

8. Évoquant les articles 112 à 114 de l'Accord, le représentant de la Malaisie a demandé aux Parties d'expliquer quel type de mesures de sauvegarde elles envisageaient, et en particulier d'indiquer si l'Accord prévoyait un quelconque type de désorganisation en matière de dommage ou de menace de dommage. Il a noté que des dispositions analogues existaient dans les dispositions relatives aux services de l'AELE. Il a également demandé si ces mesures de sauvegarde pouvaient effectivement être appliquées dans la mesure où elles étaient prévues dans l'Accord. En réponse à cette question, la représentante des Communautés européennes a dit que des mesures de sauvegarde n'avaient jusqu'ici été appliquées au titre d'aucune des mesures mentionnées par la Malaisie. Pour ce qui était des mesures de sauvegarde appliquées en raison de difficultés de balance des paiements, l'article XII de l'AGCS prévoyait expressément cette situation, mais, là encore, le cas ne s'était pas présenté jusqu'ici.

9. Le Président a dit que le deuxième examen de l'Espace économique européen, Services avait permis au Comité de clarifier certaines questions, mais que d'autres restaient en suspens. Il a invité les délégations à transmettre leurs questions au Secrétariat pour le 31 janvier 2004 et les Parties à communiquer leurs réponses par écrit au plus tard le 31 mars 2004. L'examen suivant serait inscrit à l'ordre du jour d'une prochaine réunion.

10. Le Comité a pris note des observations.

---